



APPEL À LA GREVE : TOUTES ET TOUS ENSEMBLE LE 14 DECEMBRE !

Après à peine 18 mois au pouvoir, le gouvernement et le Président Macron sont bousculés par le mouvement des gilets jaunes qui impose ses revendications dans le débat : justice fiscale (annulation de la CSG sur les retraites par ailleurs non-revalorisées, rétablissement de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune), justice sociale (augmentation des bas salaires, des retraites et des minima sociaux), maintien des services publics de proximité... Les classes populaires refusent d'endurer plus longtemps la politique gouvernementale qui mine leur pouvoir d'achat.

Maintenant, le mouvement des lycéens et des étudiants conteste dans la rue la réforme du lycée, la sélection à l'entrée de l'université, les suppressions de postes et la hausse des frais de scolarité pour les étudiants étrangers.

Le gouvernement utilise la violence exercée par quelques-uns et savamment mise en scène par certains médias, pour discréditer le mouvement. La police reçoit visiblement des consignes pour une répression débridée. Les libertés sont attaquées, les autorités embastillent des centaines de personnes sans autre motif que le soupçon.

Le mouvement syndical, qui n'est pas à l'origine de la mobilisation, doit reconnaître qu'un grand nombre de revendications portées par les manifestants sont aussi les siennes.

Dans le spectacle, le cinéma et l'audiovisuel, nous subissons la régression salariale endémique, la généralisation des statuts précaires, le non-respect des textes conventionnels et du droit social. La politique d'austérité du gouvernement fragilise l'emploi et la création. Le projet de loi de finances pour 2019 affaiblit encore le financement de l'audiovisuel public. Toutes les politiques culturelles sont menacées. Parallèlement nos droits sociaux sont remis en cause. La loi sur la formation professionnelle adoptée l'été dernier a raboté durement les ressources dont l'AFDAS disposait et limitera inévitablement notre droit à la formation. Nous craignons que la réforme des retraites annoncée pour 2019 fasse encore baisser les pensions, notamment des salariés à carrière discontinuée ou des auteurs.

S'en prenant toujours aux plus faibles, le gouvernement réclame par le biais d'une lettre de cadrage 1,3 Milliard d'euros par an d'économie sur le régime d'assurance chômage. Le patronat, de son côté, veut faire reposer une partie de la saignée sur les artistes et techniciens intermittents du spectacle. Ainsi, l'accord unanime de 2016 sur les annexes 8 et 10 qui avait réintroduit les 507 heures sur 12 mois, est à peine entré en application qu'il est déjà attaqué. Nous refusons la lettre de cadrage du gouvernement comme nous refusons l'idée de toute économie sur le dos des chômeurs, des travailleurs précaires et des intermittents.

Concernant les annonces d'Emmanuel Macron du 10 décembre, le compte n'y est décidément pas ! (Pour retrouver le communiqué de la confédération, cliquez [ICI](#))

L'urgence sociale nous commande de nous unir sur les revendications qui fédèrent le plus grand nombre.

D'ores et déjà nous appelons à participer massivement à la journée de grèves et de mobilisations du 14 décembre pour les salaires et les droits sociaux, et les jours suivants (des rendez-vous seront communiqués ultérieurement pour le 15). À Paris : Manifestation 12H30 Place de la République.

Dans les opérateurs nationaux, il n'a pas été possible de poser des préavis dans les délais mais un courrier a été adressé aux directions pour demander que soient libérés les salariés qui le souhaiteraient. Nous nous invitons donc à vous rapprocher de vos syndicats pour plus d'informations.

Nous appelons donc les professionnels du spectacle à participer aux assemblées générales organisées à Paris comme dans de nombreuses villes de France pour débattre, et décider ensemble d'entrer dans la lutte (*retrouver les dates de ces AG sur le site fédéral www.fnsac-cgt.com*)

Paris, le 11/12/2018.